

29 juin 2012

Anglais, arabe et français seulement\*

---

**Vingt-deuxième Réunion des chefs des services  
chargés au plan national de la lutte contre le trafic  
illicite des drogues, Afrique**

Accra, 25-29 juin 2012

Point 9 de l'ordre du jour

**Adoption du rapport**

**Projet de rapport**

*Rapporteur:* Solomon Caulker (Sierra Leone)

**Additif**

**Examen de thèmes spécifiques par des groupes de travail**

**Thème a): Mesures efficaces pour s'attaquer au problème de la culture illicite et  
du trafic de cannabis**

1. Le groupe de travail a tenu deux séances le 26 juin 2012. À l'issue de ses travaux, il a formulé les observations suivantes:

a) Le cannabis était la drogue dont la production, le trafic et la consommation étaient le plus répandus en Afrique. Le fait que la plante pousse aisément dans divers milieux en facilitait la culture dans des régions montagneuses escarpées, dans des zones de forêts et sur des terres arables très fertiles, ce qui contribuait à sa grande disponibilité pour les usagers africains;

b) L'ampleur de la production illicite de cannabis n'avait pas été évaluée avec précision dans les pays africains;

c) Le poids financier du cannabis, à la fois pour les communautés rurales qui le cultivaient et pour les réseaux de trafiquants qui le distribuaient, mettait en relief le danger auquel faisaient face les autorités lorsqu'elles prenaient des mesures pour éradiquer les cultures illicites et démanteler les réseaux de trafiquants;

d) Les réseaux criminels actifs dans le trafic transfrontalier de cannabis étaient équipés de véhicules modernes, d'embarcations rapides et de moyens de

---

\* L'anglais, l'arabe et le français sont les langues de travail de cet organe subsidiaire.



communication perfectionnés et se trouvaient parfois mieux préparés que les services nationaux de détection et de répression chargés de les arrêter;

e) Dans les communautés rurales, des programmes axés sur le développement alternatif à la culture du cannabis, bénéficiant de financements adéquats, encourageaient la protection de la nature, la bonne gestion des terres et le développement durable;

f) Dans certaines zones rurales, la culture illicite du cannabis remplaçait celle de produits alimentaires de base comme le riz, le manioc et l'igname, ce qui menaçait la sécurité alimentaire et créait des risques de conflits tribaux et familiaux quant à l'utilisation des terres.

2. Le groupe de travail a formulé les conclusions suivantes:

a) L'usage illicite de cannabis affectait la productivité et les réalisations des communautés africaines et menaçait de façon directe et grave la santé de leurs membres;

b) Les gouvernements africains avaient besoin de renseignements précis sur l'importance de la culture et du trafic de cannabis sur leurs territoires, afin de pouvoir apporter les réponses les plus appropriées à la menace que le cannabis faisait peser sur la santé, la sécurité et le développement futur des communautés;

c) Pour que les programmes axés sur le développement alternatif à la culture illicite du cannabis soient couronnés de succès, il fallait que les parties prenantes comme la société civile, les élus et les chefs communautaires et religieux y participent;

d) Pour être efficaces, les politiques d'éradication du cannabis nécessitaient un diagnostic précis de la situation, par le biais d'enquêtes et d'études approfondies, un investissement en ressources humaines et matérielles pour exécuter les plans de contrôle, et la mise en œuvre en parallèle de mesures et programmes de développement prédéfinis;

e) Pour être en mesure de lutter à armes égales contre les groupes criminels de plus en plus sophistiqués à l'œuvre dans toute la région, les services de détection et de répression chargés de combattre le trafic de cannabis et les agents qui participaient à cette action devaient être bien formés et convenablement équipés.

3. Le groupe de travail a adopté les recommandations suivantes:

a) Il faudrait encourager les gouvernements à réaliser des enquêtes et des études approfondies sur les menaces que représentent la culture, le trafic et l'usage illicite de cannabis, afin d'appuyer l'élaboration de stratégies nationales permettant de lutter efficacement contre les effets néfastes du cannabis;

b) Il faudrait que les gouvernements envisagent des stratégies de développement alternatif qui prévoient des investissements dans les infrastructures et équipements requis pour appuyer le développement social et humain des populations rurales dont l'existence dépend de la culture illicite du cannabis;

c) Il faudrait que les gouvernements veillent à ce que leurs services de détection et de répression soient bien formés et équipés et qu'il existe une coordination efficace entre homologues nationaux dans la lutte contre le trafic régional de cannabis.